

## L'INTERVENTION ÉTHIOPIENNE EN SOMALIE : LA CROIX CONTRE LE CROISSANT ?

**Alain Gascon**

**Outre-terre | *Outre-Terre***

**2007/3 - n° 20  
pages 447 à 463**

**ISSN 1636-3671**

Article disponible en ligne à l'adresse:

-----  
<http://www.cairn.info/revue-outre-terre-2007-3-page-447.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Gascon Alain, « L'intervention éthiopienne en Somalie : la croix contre le croissant ? »,  
*Outre-Terre*, 2007/3 n° 20, p. 447-463. DOI : 10.3917/oute.020.0447  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Outre-terre.

© Outre-terre. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'intervention éthiopienne en Somalie : la croix contre le croissant ?

*Alain Gascon*<sup>1</sup>

## Une promenade militaire qui dure...

Les médias n'ont pas manqué de resservir le lieu commun de « la lutte *millénaire* de la croix contre le croissant » quand ils ont relaté, en décembre 2006-janvier 2007, l'offensive éthiopienne en Somalie. Officiellement, l'Éthiopie est intervenue à la demande du gouvernement fédéral de transition somalien (GFT) que les milices des tribunaux islamiques assiégeaient dans Baydhowa après l'avoir débusqué de Mogadiscio en juin 2006. Ce vieux cliché, qui a repris du service depuis la publication du *Choc des civilisations* de S. Huntington, a d'autant plus été invoqué que des dirigeants musulmans de la région, de diverses obédiences, ont appelé à la guerre sainte contre les infidèles éthiopiens alliés des croisés américains et, bien entendu, des sionistes.

Passés le *Blitzkrieg* éthiopien et la chute de Mogadiscio, les envoyés spéciaux ont quitté la région et, de temps à autre, quelques articles écrits, le plus souvent à Nairobi, à Djibouti ou à Addis Abäba, signalent que la tension est loin d'être retombée. Les armées éthiopiennes s'enlisent : elles rencontrent, dans la capitale, une résistance insaisissable et farouche et les expatriés des organisations non gouvernementales (ONG) vivent dans la crainte des attaques. Néanmoins, le gouvernement somalien a regagné Mogadiscio mais il dépend étroitement des Éthiopiens pour exercer son autorité qui, autour de Baydhowa, ne dépasse guère la Mésopotamie, entre les fleuves Jubba et Wabi Shabeele. Une partie des miliciens s'est enfuie, au sud, dans les forêts ripuaires des confins kenyans où elle a grossi les camps de réfugiés. Au nord-est, le Puntland n'a pas vraiment reconnu l'autorité du gouvernement de transition. Le Somaliland ex-britannique, maintenant pacifié et qui s'est déclaré indépendant en 1991, s'est érigé en État avec son gouvernement, son assemblée, son administration, sa monnaie... sans, toutefois, être reconnu par la communauté internationale. En Ogadén éthiopien, dans la

---

1. *Professeur à l'Institut français de géopolitique, Université Paris 8.*

région-État des Somali <sup>2</sup>, les armées combattent divers fronts de libération islamiques qui contestent le pouvoir de l'Éthiopie et de l'État régional Somali. Au large des côtes somaliennes, en dépit des patrouilles maritimes internationales, la piraterie continue de sévir.

Aucun des États de la Corne, même ceux éloignés des fronts, n'échappe plus au conflit. Le président djiboutien, Ismaël Omar Guelleh, proteste régulièrement contre les raids aériens américains en Somalie qui partent de la base qu'il a concédée aux États-Unis. Ces avions surveillent le détroit de Bab el-Mandeb, le Yémen et l'Oman et le détroit d'Ormuz. Toutefois, la « lutte mondiale contre le terrorisme » n'occulte pas des affrontements locaux et régionaux, parfois surprenants car à contre-courant de la direction principale. Ainsi, des fronts oromo, souvent islamiques mais pas exclusivement, combattent-ils aux côtés des tribunaux islamiques l'armée éthiopienne dont les recrues sont majoritairement des Oromo. Ajoutons que par le passé, toutes les alliances entre Oromo et Somaliens, fussent-ils musulmans, ont échoué <sup>3</sup>. La communauté des Somali réfugiés à Addis Abäba a bruyamment soutenu l'intervention éthiopienne avec, n'en doutons pas, les encouragements du gouvernement éthiopien. Le régime érythréen, qui fait la chasse aux islamistes sur son territoire, a envoyé des hommes et des armes soutenir les milices des tribunaux islamistes afin d'ouvrir un second front contre l'Éthiopie. Les islamistes somaliens ont tenté de déstabiliser le Puntland et le Somaliland qui s'opposent au gouvernement que les tribunaux ont chassé de Mogadiscio.

Depuis quelque temps resurgit chez les commentateurs un autre cliché, celui des guerres ethniques ou claniques, des soubresauts spasmodiques, des mouvements cycliques... connaturels à l'Afrique et aux Africains : une illustration, une plus, de la *négrologie* <sup>4</sup>. Ces affrontements, parfois désordonnés et déroutants, multiformes et multiscales reprennent des conflits anciens dans un contexte nouveau. Peut-être annoncent-ils une guerre nouvelle, inédite... Plutôt que de voir des dirigeants et des peuples de la Corne comme des marionnettes agies par les puissances extérieures, considérons-les comme capables d'apprécier la nouvelle donne des rapports de force locaux, régionaux ou planétaires – et de s'en servir – pour poursuivre leurs propres objectifs et régler leurs propres comptes.

---

2. Les locuteurs du somali qui habitent la Somalie sont des Somaliens, ceux qui vivent à Djibouti, en Éthiopie et au Kenya, sont appelés Somali.

3. Cf. Tareke Gebru, *Ethiopia : Power and Protest. Peasant Revolts in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 (African Studies Series n° 71).

4. À la manière de Stephen Smith.

### *L'offensive éthiopienne : Blitzkrieg et « amère victoire »*

Défaite en 1991 par les guérilleros tigréens et érythréens coalisés, l'armée éthiopienne a vu, par la suite, fondre ses effectifs et réduire son budget. Le gouvernement de Mälläs Zénawi a congédié des milliers de soldats et des centaines d'officiers et a cédé de l'armement à l'Érythrée ; en effet, privée d'accès à la mer, l'Éthiopie n'avait plus besoin de marine de guerre. Dans les premières semaines de la guerre éthio-érythréenne, commencée en mai 1998, les Éthiopiens ont difficilement contenu les Érythréens. Ce n'est qu'en février 1999 que leur armée, renforcée de plusieurs centaines de milliers de recrues, encadrée par des milliers d'officiers rappelés à la hâte et pourvue de matériel acquis en Europe orientale, a repris Badmé, la localité prétexte au conflit. En mai-juin 2000, une opération aérienne et terrestre combinée a balayé l'armée érythréenne de l'ouest de l'Érythrée. En 2000, c'en était fini de ce qu'on voyait en 1995 et encore en 1997 : les groupes de guérilleros du Front de libération du Tegray (FPLT), en uniforme dépareillé, coiffés à l'afro et surarmés, ne gardaient plus les bâtiments officiels, les carrefours et les ponts. La police était réapparue en ville et dans les casernes, pleines, les soldats, aux cheveux coupés ras, étrennaient des uniformes neufs et du matériel repeint. L'armée, commandée par un général oromo, a retrouvé puissance et fierté et manifesté qu'elle était le plus sûr garant de l'unité et de l'indépendance de l'Éthiopie. Elle paraît même s'être débarrassée des doctrines stratégiques, héritées des conseillers soviétiques, qui l'avaient condamnée au confinement dans les forteresses à attendre les attaques des fronts qui l'avaient affaiblie jusqu'à l'épuiser<sup>5</sup>.

L'offensive menée en Somalie confirme que l'armée éthiopienne a acquis une capacité de projection bien supérieure à ce qu'elle avait sous Haylā Sellasé quand elle recevait la plus grande partie de l'aide militaire des États-Unis en Afrique subsaharienne. Elle a, certes, bénéficié de la protection du parapluie aérien des États-Unis mais, en un peu plus d'une semaine, des milliers d'hommes, de camions, de chars et de canons, précédés par une opération aéroportée, ont déferlé sur un millier de kilomètres dans une région aride, chaude et hostile pour des soldats venus de hautes terres fraîches et salubres. L'offensive mécanisée a balayé les milices qui ont rapidement décroché et sont enfuies au Sud tandis que les maquisards des fronts et les irréguliers ont tenté de résister. Les combats ont fait beaucoup de victimes et des milliers de prisonniers dont l'identité et l'armement démontraient, selon les gouvernements éthiopien et somalien, les relations entre les miliciens et le terrorisme international. On a identifié, entre autres, des « Arabes » du Moyen-Orient et de la péninsule arabique, divers musulmans et

---

5. Cf. Marc Fontrier, *La chute de la junte militaire éthiopienne (1987-1991)*, Paris, L'Harmattan/Aresæ, 1999 (Bibliothèque Peiresc 13).

enfin des Érythréens. L'implication de l'Érythrée et du Hezbollah – pour l'armement – paraît se confirmer. On a capturé également des Oromo et des Somali, membres des fronts en lutte contre les autorités fédérales et régionales éthiopiennes. Cette rafle de prisonniers n'est pas seulement le fruit des hasards heureux de la victoire mais l'un des buts de l'offensive éclair. Avant l'attaque, on a collecté des renseignements en Somalie parmi les populations opposées ou lasses des tribunaux. Les prisonniers ont été transférés en Éthiopie pour y être interrogés, sans ménagement, par les militaires éthiopiens et américains sans que l'on sache ce qu'ils sont devenus. Les Éthiopiens ont jeté leur filet très loin et la pêche a été bonne a-t-on dit. Mais la résistance des miliciens n'a pas été écrasée en dépit du concours de l'armée kenyane et des missions de bombardement et d'observation de l'aviation des États-Unis

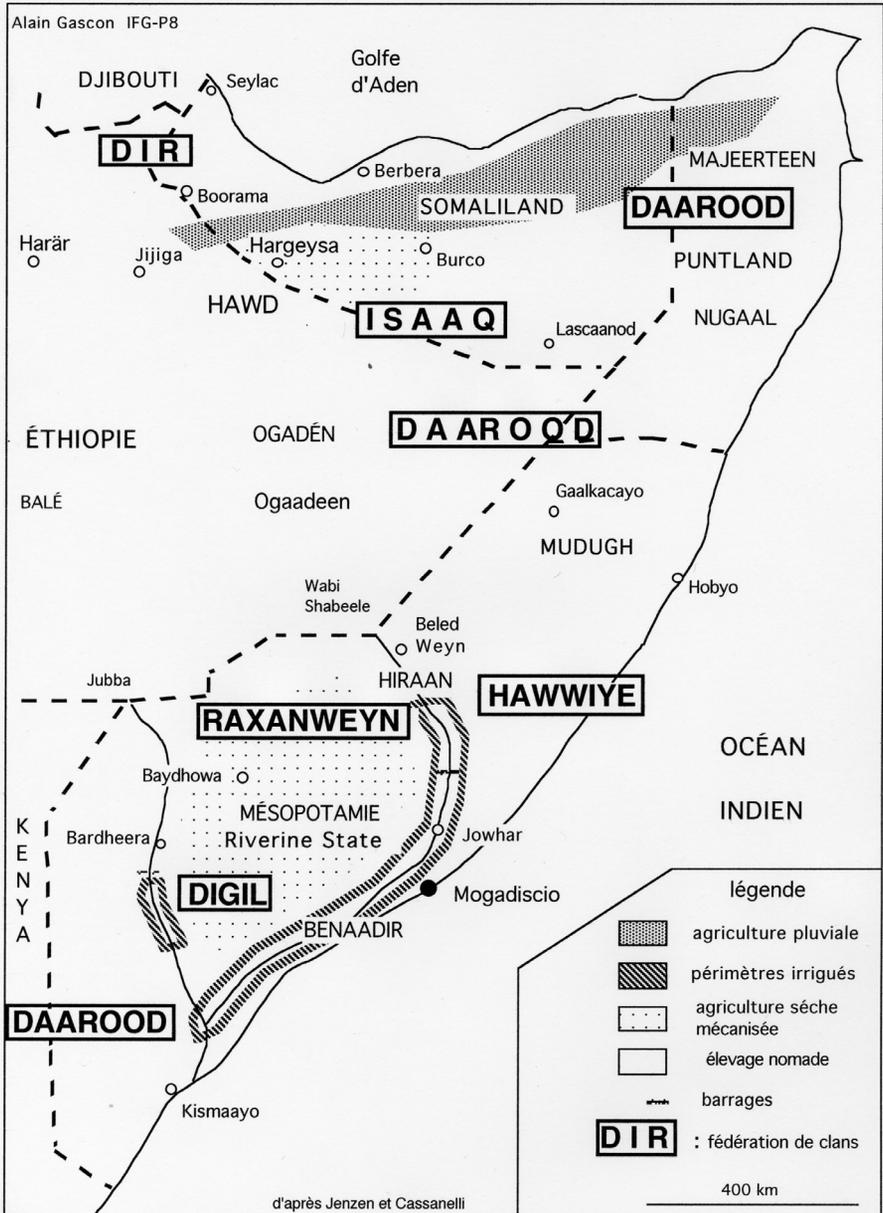
Alors que Mälläs Zénawi, le Premier ministre, affirmait, en janvier 2007, que l'armée éthiopienne se retirerait bientôt de Somalie, dix mois plus tard, elle soutient, toujours à bout de bras, le gouvernement fédéral de transition et assure sa protection à Mogadiscio. Des miliciens se livrent à des attentats et affrontent en des combats meurtriers les soldats éthiopiens qui répliquent à l'arme lourde. Les islamistes dénoncent la violence de l'occupant et l'alliance avec le gouvernement et n'ont aucun mal à recruter des volontaires. Même si le rigorisme des tribunaux ne concordait pas avec la pratique de l'islam selon les Somali <sup>6</sup>, il leur assurait, néanmoins, la loi et l'ordre après quinze ans de guerre civile. La force africaine d'interposition, qui doit, à la demande de l'Union africaine (UA), prendre le relais des Éthiopiens, n'est pas pressée d'entrer dans l'« enfer somalien » : elle se souvient du sort fait aux *marines* et aux Casques bleus pakistanais en 1993. Bien pis, les quelques contingents africains qui s'y sont risqués ont été accueillis par des tirs meurtriers. On peut légitimement se demander si le succès rapide du début de l'année 2007 n'est pas une victoire à la Pyrrhus, une « amère victoire », parce que trop rapide. Les soldats éthiopiens sont-ils tombés dans le même piège que les *marines* ? Dans la capitale et en dehors, les seigneurs de la guerre, craints mais haïs par la population, refont et défont leurs alliances avec le gouvernement de transition au gré de leurs intérêts immédiats. De véritables bandits de grands chemins <sup>7</sup>, promus ministres, passent à l'opposition armée pour revenir au gouvernement si, entre-temps, ils n'ont pas été assassinés... En avril 2007, en Oga-dén éthiopien, des fronts islamiques ont attaqué, tué ou enlevé des prospecteurs chinois d'hydrocarbures. L'armée a bouclé la région et la soumet à un régime d'exception. Cette attaque montre les faiblesses de l'offensive de décembre-janvier qui ne devait pas durer. Il lui manque des soldats pour tenir la capitale et le plat pays et pour sécuriser sa ligne de communication, dangereusement étirée et

---

6. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les romans de Nurrudin Farah.

7. Témoignages recueillis auprès de Somali.

La Somalie : clans, éleveurs, agriculteurs et divisions territoriales



à l'embouchure du Jubba, et Mogadiscio, dans le Benaadir traversé par le Wabi Shabeele – le « Nil de Mogadiscio » des géographes arabes. Le Puntland, au nord, reste en dehors des combats et le Somaliland observe une neutralité pro-éthiopienne discrète. Tout n'est sans doute pas perdu pour l'Éthiopie qui conserve un avantage militaire et numérique certain<sup>8</sup>. Toutefois, la perspective de mener une guerre longue obère les finances d'un État qui doit faire face à la persistance des crises alimentaires alors qu'on attend plus de 100 millions d'Éthiopiens en 2025 ! Plus qu'au rembarquement hâtif de l'ONUSOM en 1993, les militaires éthiopiens pensent à la « guerre de Trente Ans de la Corne » (1960-1991) qu'ils ont menée et perdue contre le front indépendantiste érythréen allié au front tegréen, dirigé par l'actuel Premier ministre. « Qu'est allée faire l'Éthiopie dans cette galère ? » : pourrait-on dire en parodiant Molière. Pourquoi le même Mälläs, qui, en 2000, refusa de poursuivre l'offensive qui avait ébranlé l'armée érythréenne, s'est-il engagé dans l'aventure somalienne ? Pourquoi a-t-on jugé que l'abcès de fixation somalien, qui empoisonne certes la vie de la Corne depuis quinze ans, était devenu maintenant insupportable et menaçait l'Éthiopie plus que l'Érythrée avec laquelle aucun traité de paix n'a été signé ?

### *La complexité du jeu éthiopien : toujours l'Érythrée*

Pourquoi Mälläs est-il intervenu pour le compte des États-Unis dont l'image, même dans la Corne de l'Afrique, n'est guère flatteuse ? Les tribunaux et leurs alliés n'ont pas manqué de stigmatiser l'exécuteur mercenaire des basses œuvres de George W. Bush. Ce dernier a soutenu l'offensive éthiopienne en envoyant des porte-avions au large de la Somalie afin de renforcer les appareils basés à Djibouti qui surveillaient la région. Ils ont, avec l'aviation éthiopienne, mitraillé et bombardé les concentrations de miliciens (et interviennent toujours). Mais le président a fait bien plus qu'apporter un soutien militaire. Comme prix de son engagement dans la lutte mondiale<sup>9</sup> contre le terrorisme, Mälläs a reçu l'absolution de la répression brutale, menée par son gouvernement, des manifestations qui ont éclaté à la suite de la proclamation de la victoire de sa coalition aux élections législatives de mai 2005<sup>10</sup>. Aux États-Unis, le Premier ministre éthiopien est redevenu fréquentable, mais il revient de loin.

Avant les élections législatives de mai 2005, la diaspora éthiopienne aux États-Unis, qui finance largement l'opposition, contraignit les 35 partis opposés

---

8. Éthiopie : 77,1 Mh (millions d'habitants), Somalie : 9,1 Mh, Érythrée : 4,5 Mh (*Population et Sociétés*, n° 436, juillet-août 2007).

9. Dans la « croisade » a dit G. W. Bush.

10. Ce rapide résumé de l'histoire des élections est fondé sur la lecture de la presse, des travaux de Patrick Gilkes et de Girma Tsegaye et sur des témoignages entendus en Éthiopie en 2006.

à la coalition au pouvoir à se fondre en dépit de leurs profondes divergences dans deux grandes coalitions en, dépit de leurs profondes divergences<sup>11</sup>. Elle a obtenu que ces deux coalitions coordonnent leurs programmes et leurs campagnes. Pour la première fois de son histoire, l'Éthiopie autorisa l'Union africaine, l'Union européenne et la fondation Carter à observer la campagne électorale. Leurs observateurs notèrent des incidents et des pressions qui, pourtant, n'empêchèrent pas une participation massive des électeurs<sup>12</sup>. En juin 2005, la commission électorale admit que l'opposition avait remporté une victoire écrasante dans la capitale et dans les villes régionales alors que le dépouillement n'était pas terminé. S'appuyant sur des fuites du rapport de la représentante de l'UE, Ana Gomez, l'une des coalitions accusa le gouvernement de lui voler sa victoire et appela à de grandes manifestations qui dégénérèrent. En septembre-octobre et novembre, à la suite de la proclamation de la large victoire de la coalition au pouvoir, des milliers de manifestants déferlèrent dans les rues de la capitale et des villes moyennes. La police fédérale réprima ces démonstrations au prix de nombreuses victimes et d'arrestations massives. Le gouvernement, dénonçant une tentative de putsch, décréta l'état d'urgence, saisit les journaux et expulsa des correspondants de la presse étrangère, mais, déjà, des nouvelles de la répression avaient filtré à l'extérieur par les sites Internet. Les accusant d'avoir fomenté une « révolution orange », le gouvernement fit arrêter 131 comploteurs : des cadres et des élus de l'opposition ; ces derniers, ayant refusé de siéger, furent privés de leur immunité parlementaire. Honorablement connus en Éthiopie et à l'étranger, certains avaient même connu les geôles de Haylä Sellasé et de Māngestu<sup>13</sup>. Installée à Washington, la diaspora alerta les parlementaires du Congrès et organisa des démonstrations pour faire pression sur l'administration Bush. En dépit du lobbying de l'ambassade d'Éthiopie, le président dut déplorer, condamner et ajourner des projets de coopération<sup>14</sup>. Or, les États-Unis ont besoin d'un allié sûr dans la région qui ne soit pas musulman. Comme l'Érythrée soutient les tribunaux islamiques, il n'y a pas d'autre choix que l'Éthiopie.

---

11. Cf. Gudina Merera, « Contradictory Interpretations of Ethiopian History : the Need for a New Consensus », in David Turton (éd.), *Ethnic Federalism. The Ethiopian Experience in Comparative Perspective*, Oxford-Athènes- Addis Abāba, James Curey-Ohio University Press-AA University Press, 2006 (Eastern African Studies), pp. 119-130 ; Patrick Gilkes, « Les élections de 2005 », in Gérard Prunier (éd.), *L'Éthiopie contemporaine*, Paris- Addis Abāba, Karthala-CFEE, 2006, pp. 407-415 ; Girma Tsegaye, *La diaspora éthiopienne et son implication dans les élections législatives de mai 2005 en Éthiopie*, Mémoire de master 1 de géopolitique, Alain Gascon et Frédérick Douzet (dir.), Institut français de géopolitique, Université Paris 8, 2007.

12. Plus de 90 % à Addis Abāba, cf. Patrick Gilkes, « Les élections de 2005 », op. cit.

13. Berhanu Nāgga, économiste, maire d'Addis Abāba ; Māsfen Wāldā Maryam, professeur de géographie, de la Ligue éthiopienne des droits de l'homme ; Haylu Shawl, dirigeant de l'une des coalitions.

14. Cf. Girma Tsegaye, *La diaspora éthiopienne*, op. cit.

L'Union européenne, qui avait vigoureusement condamné la répression et suspendu son aide <sup>15</sup>, a repris, début 2007, les contacts avec le gouvernement éthiopien. Pourtant, ce sont les observateurs européens aux élections législatives de mai 2005 qui ont publié le rapport plus sévère dénonçant les pressions et les menaces des autorités éthiopiennes. La presse européenne a largement diffusé ces accusations auprès de l'opinion publique si bien que la Grande-Bretagne a suspendu toutes ses relations avec l'Éthiopie et gelé son aide <sup>16</sup>. L'Allemagne et les États scandinaves ont exigé la libération des parlementaires et des cadres politiques détenus arbitrairement qui étaient connus et appréciés par les *éthiopiens* et les missions protestantes. Rappelons que l'Europe est, bien plus que les États-Unis, le premier bailleur étranger en Éthiopie. Elle subventionne l'aide alimentaire et finance les travaux d'édilité comme la réfection et l'extension du réseau routier. Privé des crédits européens, le gouvernement aurait rencontré de graves difficultés à satisfaire les besoins des Éthiopiens, notamment les trois millions d'habitants de la capitale. En effet, tout arrêt ou même tout ralentissement de l'expansion économique aurait sûrement ravivé les émeutes à Addis Abäba dont les habitants ont massivement voté pour l'opposition et manifesté contre Mälläs. En commuant en emprisonnement, à l'occasion du nouvel an éthiopien (septembre 2007), les peines sévères prononcées par les juges éthiopiens puis en relaxant les condamnés, sous diverses raisons, les autorités ont envoyé un signal aux opinions et aux gouvernements étrangers. Les divisions des opposants sur l'opportunité de siéger au Parlement ont entraîné une nouvelle fragmentation de l'opposition qui n'est plus en mesure de contester la politique gouvernementale au Parlement (et qui a perdu les élections partielles du printemps 2008).

Le Premier ministre a réalisé l'union sacrée en réveillant, chez les Éthiopiens, le syndrome de *Graññ* <sup>17</sup> dont l'opposition a été la victime. De 1527 à 1543, l'émir de Harär, Mohamed dit le Gaucher <sup>18</sup>, ayant appelé les peuples des basses terres de l'Est au *jihād*, submergea les hautes terres éthiopiennes. Il mettait ainsi fin à trois siècles d'expansion continue des Éthiopiens chrétiens vers le sud. Le roi des rois, retranché sur les hauteurs, dut se résigner à appeler les Portugais, présents en mer Rouge. Leurs fusiliers repoussèrent les assauts des musulmans qui se retirèrent en laissant le royaume couvert de ruines, réduit au bastion chrétien au nord du Nil-Bleu et privé d'accès à la mer. Toutefois, l'Éthiopie, diminuée et convalescente, n'était pas au bout de ses épreuves. Les jésuites portugais avaient réussi à gagner le *negus* à la cause romaine. Une révolte populaire entraîna la déposition du roi converti, l'expulsion des Européens et la persécution

---

15. 316 millions € ,Tsegaye, *ibid.*

16. 71millions € , Tsegaye, *ibid.*

17. Cf. Alain Gascon, Sur les Hautes Terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006.

18. En amharique : Graññ, en somali : Gurey.

des catholiques. L'hostilité vis-à-vis des missions, catholiques comme protestantes, n'a jamais faibli depuis. En outre, profitant de l'affaiblissement de l'Éthiopie et de l'émirat de Harär, les Oromo s'installèrent sur les hautes terres de l'Est et du Sud-Ouest que Menilek ii ne récupéra qu'entre 1880 et 1900. Cette histoire bien connue de tous les Éthiopiens, chrétiens comme musulmans, provoque des réactions parfois contradictoires. On soupçonne confusément les peuples nomades musulmans des basses terres chaudes et infernales de toujours comploter des jihad : en conséquence, il faut périodiquement leur montrer qu'on est fort. En même temps, on doit se méfier des étrangers, même chrétiens, des *färänj*<sup>19</sup>, qui, sous prétexte de secourir, d'aider, cherchent, en fait, à prendre la terre et à attenter à la « vraie » foi, fussent-ils portugais, italiens, soviétiques ou... américains<sup>20</sup>. C'est en réveillant ces vieilles craintes que Menilek en 1896 et Haylä Sellasé en 1936, face aux Italiens et Mängestu Haylä Maryam, face aux Somaliens en 1977-1978, ont mobilisé les masses paysannes contre les envahisseurs. Mälläs y a sûrement pensé en décembre 2006 : dans leur majorité, ses opposants se sont ralliés à l'intervention et ceux qui ont refusé se sont déconsidérés.

L'avance rapide des forces éthiopiennes leur a permis de capturer, non seulement les guérilleros des fronts somali d'Ogadén, mais également des groupes d'opposants éthiopiens qui ont pris les armes, le plus souvent des Oromo. L'occasion était trop belle de dénoncer leur collusion avec les islamistes et d'ainsi les écraser. Elles ont saisi des preuves matérielles de l'implication des autorités d'Asmära et arrêté des Érythréens. On savait que l'Érythrée dont la frontière avec l'Éthiopie est, depuis 2000, sous la surveillance de l'ONU, cherchait à ouvrir un second front, au sud, à la frontière éthio-kenyane. Elle a attisé les heurts survenus entre les populations d'éleveurs nomades et les administrations éthiopienne et kenyane en fournissant des armes par la Somalie où aucun contrôle n'est possible. Une étrange alliance s'est conclue entre les tribunaux islamistes et le président érythréen qui faillit faire la guerre au Soudan, hôte des islamistes érythréens qu'il traquait dans ses États. Issayas Afäwärqi a su démarcher le Hezbollah du Liban pour obtenir de l'armement et obtenu des facilités auprès de seigneurs de la guerre somaliens. L'armée éthiopienne avait l'occasion inespérée d'en finir une fois pour toutes avec les tentatives de diversion et d'encercllement érythréens. Mälläs a profité, pour éliminer ce danger, du discrédit jeté sur le régime érythréen par cette alliance « contre nature » qui le privait de ses sympathies en Europe ou aux États-Unis. Sans doute avait-on pris sa décision d'épargner Asmära, en 2000, pour de la pusillanimité alors que c'était plutôt de la *Realpoli-*

---

19. En amharique, *färänj* a le sens de « Franc » c'est-à-dire Français, Européen.

20. Cf. Alain Gascon, « Éthiopie : la croix contre la croix. Fédéralisme et prosélytisme des Églises penté », *Les Évangéliques à l'assaut du monde, Hérodote*, n° 119, 4e trimestre 2005, pp. 95-109.

*tik*. Rappelons qu'au grand scandale des bailleurs, l'offensive contre l'Érythrée, en 2000, s'était tenue alors que l'Ogadén souffrait d'une famine grave. La prise de Mogadiscio, en 2007, est l'affirmation qu'il faut désormais compter, ou compter de nouveau, avec l'Éthiopie dans la Corne de l'Afrique.

### *La Corne : un terrain de jeu éthiopien*

L'intervention éthiopienne en Somalie, qui n'est pas la première, manifeste clairement que le régime a repris à son compte la circulaire de Menilek ii aux puissances européennes par laquelle il affirmait, en 1891, sa volonté de rétablir la Grande Éthiopie en entourant les hautes terres d'un large glacis de basses terres. Même si la constitution fédérale de 1995 reconnaît le droit à la sécession à chaque nation, nationalité et peuple d'Éthiopie, le régime revendique cet héritage : « c'est bien une guérilla de culture marxiste qui, après avoir redécouvert les comportements politiques de ses anciens rois des rois, s'est fixé le devoir de mener l'Éthiopie sur la voie du libéralisme, de la modernité et, peut-être, de la démocratie »<sup>21</sup>. Si « la voie du libéralisme, de la modernité et de la démocratie » paraît encore bien longue, les ex-guérilleros du FPLT, au pouvoir depuis la chute de Mängestu, ont « redécouvert [rapidement] le comportement politique des rois des rois ! »

En prenant *Harär* en 1887 et en nommant gouverneur ras Mäkonnen, son fidèle lieutenant, Menilek exorcisait le syndrome de *Graññ*. Le ras repoussa les derviches, partisans somali, de *sayyed* Maxamed Cabdille Xasan en lutte contre les Britanniques et les Italiens. En 1907, les armées éthiopiennes déferlaient sur la Somalie italienne entre Luuq Ganane et Beledweyne et n'en portaient qu'après le paiement d'une indemnité<sup>22</sup>. Cependant, la découverte d'une correspondance secrète entre le *ras* et le *sayyed* montre qu'ils pratiquaient la *Realpolitik*. Sous le règne avorté du successeur de Menilek, lej Iyasu (1913-1916) qui manifestait un penchant pour l'islam, le *Mad Mullah*<sup>23</sup> reçut une aide importante. Toutefois, le fils de ras Mäkonnen, *ras* Täfäri Mäkonnen, qui avait déposé Iyasu permit au *sayyed*, chassé de son réduit de Taleex par la *Royal Air Force*, de se réfugier à Imi en territoire éthiopien où il décéda d'un refroidissement en 1921. Ras Täfäri, couronné Haylä Sellasé ier en 1930, qui s'était servi du *Harär* pour accéder au trône, conserva toujours un œil sur la province. En 1935, l'agression italienne contre l'Éthiopie prit prétexte de l'incident survenu au puits de Wäl Wäl en Oga-

21. Cf. Marc Fontrier, *La chute de la junte militaire*, op. cit., p. 220.

22. Cf. Alain Gascon, Bertrand Hirsch, « Naissance d'une frontière. Un siècle de conflit somalo-éthiopien », Colloque : *La géopolitique des diplomates, des militaires et des professeurs* (Paris 26-27-28 mai 1990), Paul Claval (dir.), 1990, 12 p. et cartes.

23. Surnom donné à Maxamed Cabdille Xasan par les Britanniques.

dén entre des Éthiopiens et des *ascari* (supplétifs) italiens, dans une région où la frontière avec la Somalie italienne n'était pas délimitée. Pendant la guerre, les Italiens, se réclamant de l'islam, recrutèrent sans peine des troupes supplétives somaliennes qui appuyèrent les divisions érythréennes et libyennes. Pourtant, des irréguliers somaliens et somali se battirent aux côtés des Éthiopiens<sup>24</sup>.

La rétrocession à l'Éthiopie des *Restricted Areas* en 1948 et du Hawd en 1955, des territoires occupés par les Britanniques à l'issue de la défaite italienne en 1941, donna lieu à de violentes manifestations<sup>25</sup>. Néanmoins, les autorités éthiopiennes surent gagner, par la prébende parfois, des chefs somali divisés par les rivalités de pâturages, de puits, de clans<sup>26</sup>. Réunifiée en 1960, la Somalie, qui cherchait à réunir par les armes les territoires peuplés de Somali, fut défaite par l'armée éthiopienne en 1963-1964. En 1977-1978, profitant de la désorganisation du commandement éthiopien, Siyaad Barre, le président somalien, lança ses troupes en territoire éthiopien et coupa le chemin de fer Djibouti-Addis Abäba. S'appuyant sur l'armement soviétique et un contingent cubain, les milices rurales éthiopiennes, mobilisées à la hâte au nom de la lutte contre *Graññ* et le *jihād* par un régime marxiste et athée, reconduisirent les Somaliens à la frontière. Finalement, sous l'égide de l'Italie en 1988, les deux dictateurs affaiblis conclurent un traité qui reconnaissait le tracé de la frontière entre leurs deux États. Mängestu avait perdu l'Érythrée et Siyaad s'apprêtait à envoyer ses avions écraser le Somaliland.

En 1991, à la chute des deux dictatures, le Somaliland se déclara indépendant et les Somali d'Ogaden formèrent un des *kellel*, une des régions-États, de la république fédérale d'Éthiopie. L'actuelle intervention éthiopienne soutient les partisans du pouvoir éthiopien en Ogaden et les autorités de la région somali en butte aux attaques des fronts indépendantistes et islamistes qui refusent de dépendre d'un État « chrétien », fût-il fédéral. La présence militaire éthiopienne, interposée entre la Somalie ex-italienne, au sud, et le Somaliland, au nord, garantit l'indépendance fragile de cet État que la communauté internationale, sous la pression de la Ligue arabe, refuse de reconnaître. L'Égypte et Djibouti sont hostiles à cette indépendance qui offrirait, par le port de Berbera, un autre débouché aux marchandises éthiopiennes. L'Égypte redoute de perdre un membre de la Ligue arabe et un moyen de pression sur l'Éthiopie qui contrôle, avec le Nil-Bleu, 86 % de l'approvisionnement du barrage d'Assouan. Le président de Djibouti,

---

24. Cf. John Markakis, *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 (African Studies Series n° 55).

25. Cf. John H. Spencer, *Ethiopia at Bay : a Personal Account of the Haile Sellasie Years*, Algonac, Reference Publications Inc., 1987.

26. Cf. Marcel Djama, « Trajectoire du pouvoir en pays somali », M. Djama et A. Gascon (dir.), *La Corne dans tous ses États, Cahiers d'Études Africaines*, XXXVII, 146 (1997-2), pp. 403-428.

un Somali Issa/*Ciise*, qui s'est impliqué dans la réunification de la Somalie, vise une sorte de *leadership* sur les Somali du golfe d'Aden et soutient les Somali d'Éthiopie contre les Afar dans la vallée de l'Awash. Si l'armée éthiopienne a été capable de prendre en quelques jours Mogadiscio, elle peut, tout aussi rapidement, intervenir à Djibouti et partout dans la Corne.

Afin que l'Éthiopie n'exerce pas son ascendant sur la Corne, une coalition hétérogène s'est formée qui réunit les adversaires de l'hégémonie éthiopienne.

## La Somalie : une nouvelle Érythrée ?

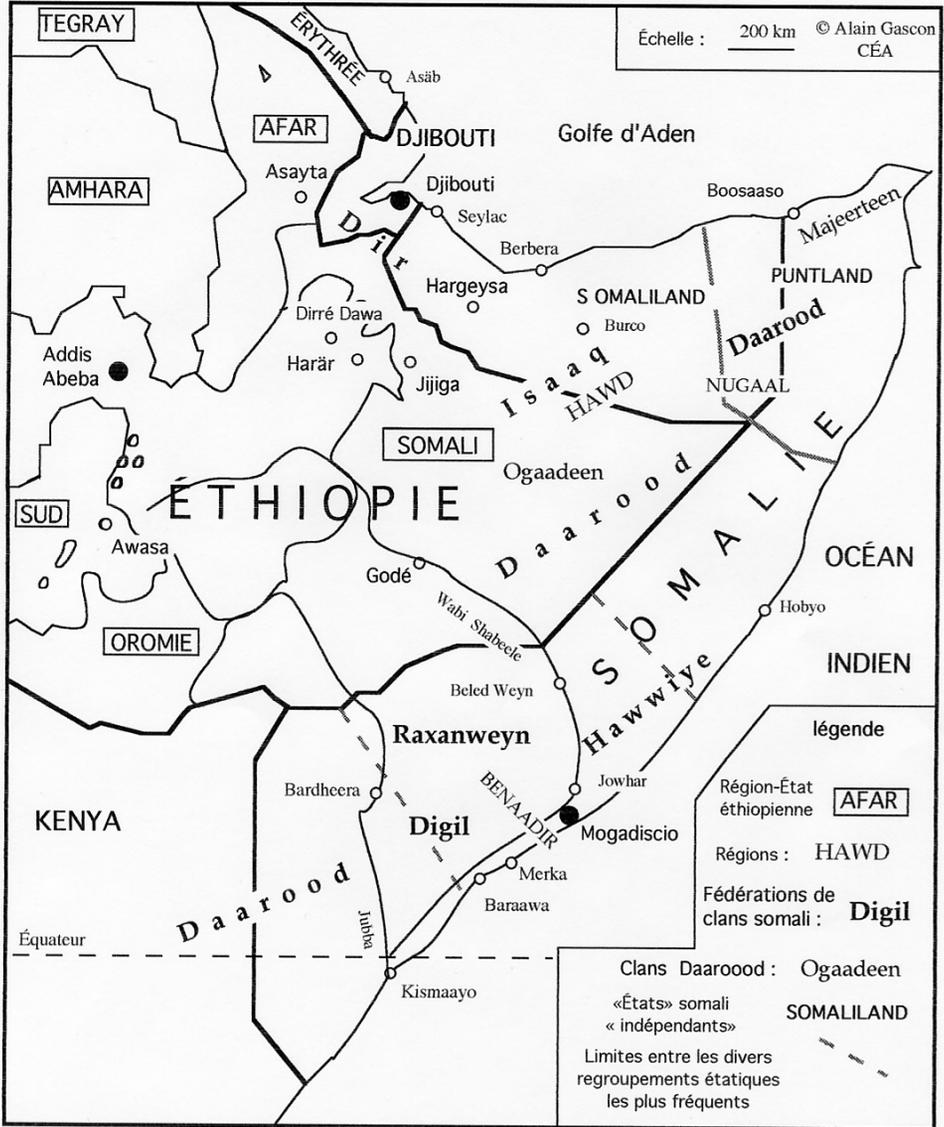
Le syndicat des adversaires de l'Éthiopie compte sur la résistance somalienne pour qu'elle devienne, pour son armée, une nouvelle Érythrée. Peut-on le craindre ? Après dix mois d'occupation éthiopienne, l'ordre est loin d'être assuré à Mogadiscio. La population de la capitale, prise entre deux feux, subit de graves difficultés de ravitaillement et les services ne sont toujours pas rétablis. Le gouvernement fédéral de transition dépend, plus que jamais, de son encombrant allié qui s'est retranché autour des points stratégiques et procède à de nombreuses arrestations afin de traquer les terroristes « étrangers » principalement ses ressortissants et les Érythréens. Les Éthiopiens ont étendu leur emprise sur la capitale par la violence et par le recrutement d'hommes de main et d'informateurs<sup>27</sup>. On a vu entrer au gouvernement de transition les pires seigneurs de la guerre dont la population avait eu à subir les exactions. Les habitants de Mogadiscio, lassés par les combats incessants, avaient accueilli, en juin 2006, les milices des tribunaux avec l'espoir qu'ils feraient régner la loi. Elles ont jugé et exécuté un grand nombre de criminels mais ont imposé la loi islamique par la violence et enrôlé les jeunes (*shabab*) comme combattants. Elles ont prescrit des vêtements « décents », séparé les hommes des femmes et proscrit la poésie et le chant. Elles ont interdit la télévision au moment où se déroulait la Coupe du monde de football. En janvier 2007, le gouvernement provisoire a levé ces interdits impopulaires mais son impuissance à rétablir l'ordre fait regretter la rude paix imposée par les tribunaux.

Dans les villes du Benaadir (Jowhar, Afgooye, Merka, Baraawe), on ne sait pas vraiment si le gouvernement exerce son autorité. Kismaayo, le grand port du sud, a basculé plusieurs fois d'un camp à l'autre. Autour de Baydhowa, le refuge du gouvernement, la situation, grâce au contingent éthiopien, est plus calme. Les régions du centre (Mudug, Nugaal) conservent une autonomie jalouse comme le Puntland qui bénéficie de l'essor de Boosaaso. Ce port, qui rivalise avec Berbera au Somaliland, exporte désormais le bétail vers la péninsule arabique.

---

27. Témoignages recueillis auprès de personnes ayant séjourné à Mogadiscio.

Les Somali dans la Corne de l'Afrique, le partage entre les États et entre les clans



D'après I.M. Lewis et Cassanelli pour la localisation des clans et des fédérations somali.

Rappelons que ce « territoire sécessionniste » a rétabli, avec la seule aide de la diaspora, son économie, ses finances, ses infrastructures, son système éducatif et reconstruit sa capitale Hargeysa. Il a organisé dans le calme des élections législatives et présidentielles. La communauté internationale ne reconnaît toujours pas l'indépendance du Somaliland, au prétexte qu'il est un héritage colonial, alors qu'elle a accueilli, avec empressement, l'Érythrée, autre créature coloniale. Outre une injustice, elle commet une erreur grave car elle empêche qu'à son exemple, d'autres territoires somaliens se reconstruisent. Elle prépare le terrain à toutes les interventions qui viendront rétablir l'ordre par la force et enfonceront encore la Somalie, ou ce qu'il en reste, dans le malheur.

Est-ce un scénario à l'érythréenne qui se prépare ? La coalition des adversaires de l'hégémonie éthiopienne, la coalition des David, peut-elle venir à bout du Goliath éthiopien ? À Mogadiscio, son armée se contente de tenir les points stratégiques et d'assurer un minimum de sécurité pour le gouvernement de transition sans apparemment interférer dans le jeu complexe des alliances. Elle semble plus engagée dans l'élimination des maquis en Ogadén et la traque des Oromo et des Érythréens qui ont rejoint les tribunaux. Elle conforte le gouvernement de la région-État des Somali et l'indépendance du Somaliland. Elle bénéficie, pour le moment, d'une neutralité de fait du Puntland et incite le président djiboutien à la prudence. Il reste, parmi les adversaires inexorables, l'Érythrée qui a perdu ses points d'appui en Somalie et s'est aliéné, en s'alliant aux tribunaux, les sympathies des Occidentaux et surtout des États-Unis. Ces derniers ont besoin d'un bras armé dans une région stratégique qui les a refusés en 1992 et qu'ils soupçonnent d'abriter et de financer al-Qaïda par le biais des *hawilad*<sup>28</sup>. Tout plaide en faveur de l'Éthiopie et d'abord, rappelons-le, son poids démographique. Alliée fidèle et exemplaire, jusqu'à la chute du *negus*, elle reçut le plus fort contingent de *Peace-Corps* de toute l'Afrique<sup>29</sup>. La majorité des opposants à la dictature de Mängestu ont trouvé refuge aux États-Unis, plus précisément à Washington où ils ont leurs entrées au Congrès<sup>30</sup>. Le christianisme éthiopien, qui conserve une forme empreinte du judaïsme, apparaît donc comme le garant d'une résistance sans compromis à l'islamisme. Dans la Corne de l'Afrique, l'Éthiopie est-elle appelée à jouer le rôle tenu par Israël au Moyen-Orient ? La question vaut la peine d'être posée<sup>31</sup>.

---

28. Les États-Unis ont supprimé les transferts par fax organisés par les *hawilad*, les compagnies financières, au bénéfice des Somaliens restés au pays. Les fonds de la diaspora somalienne étaient collectés à Jeddah et à Dubaï et les clans apportaient leur garantie.

29. Cf. John H. Spencer, *Ethiopia at Bay*, *op. cit.*

30. Cf. Girma Tsegaye, *La diaspora éthiopienne*, *op. cit.*

31. J'emprunte cette réflexion à mon collègue Stefan Brüne (Hambourg) qui, invité à l'IFG (Université Paris 8), a participé, en janvier 2007, aux séminaires de master de géopolitique. Je le remercie à cette occasion.

D'autres questions viennent à l'esprit. Combien de temps un État en butte à des pénuries alimentaires criantes comme l'Éthiopie, pourra-t-il soutenir un conflit de basse intensité, certes, mais qui obère son budget ? En reprenant la chronologie et les circonstances de l'intervention, on peut légitimement se demander si le choix de l'intervention ne revient pas au gouvernement éthiopien et si dans la décision les objectifs proprement éthiopiens, à savoir tenir l'Ogadén, punir les Oromo et détruire les points d'appui de l'Érythrée, n'ont pas prévalu. Cette intervention aurait été ensuite présentée aux États-Unis comme un épisode de la lutte mondiale contre le terrorisme.

## Juin 2008 : une guerre oubliée qui dure...

La communauté internationale ne s'accommoderait-elle pas de la guerre civile somalienne, vieille de vingt ans, s'il n'y avait les prises d'otages et les actes de piraterie, qui menacent une grande route maritime ? En effet, les Éthiopiens et les troupes du GNT ont réussi, jusqu'à présent, à contenir les offensives d'avril 2007 et du printemps 2008 des jeunes miliciens (*shabab*) à Mogadiscio. Les combats y ont produit de lourdes pertes, des destructions étendues et la fuite de 200 000 réfugiés sur la route d'Afgooye. Les 1 500 Ougandais de la force africaine d'interposition (AMISOM), débarqués en mars 2007 et que devaient rejoindre des Sud-Africains, des Nigériens et des Rwandais, ont renoncé à se déployer dans la capitale. En novembre 2007, Ban Ki-moon a annoncé que l'ONU, devant la dégradation de la situation, refusait d'envoyer une force de paix ; récemment, il a autorisé l'emploi de la force contre la piraterie. L'armée éthiopienne, venue « aider » le président Cabdillaahi Yuusuf Axmed et son gouvernement – rentrés à Mogadiscio en mars 2007 – s'engage dans une interminable guérilla urbaine. Fin avril 2007, elle a reçu des renforts à la suite de l'attaque, par le Front de libération nationale d'Ogadén (FLNO), du chantier de forage pétrolier d'une entreprise chinoise, en territoire éthiopien, qui a fait 74 victimes. Un an après, elle boucle toujours la frontière éthio-somalienne et ratisse la région. En novembre 2007, un nouveau contingent est arrivé dans la capitale afin de répondre aux incessantes offensives des *shabab*. La fermeture des frontières terrestres dirige le flux des fuyitifs vers la côte du golfe d'Aden (Boosaaso) où ils s'embarquent par milliers pour le Yémen dans de fragiles embarcations à la merci des pirates. Le Programme alimentaire mondial (*PAM*) a conclu des accords avec les chefs de guerre pour qu'ils laissent débarquer et escortent, moyennant subsides, ses cargaisons qui alimentent 1,2 million de Somaliens. Les États-Unis, présents à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya et au large, dans l'océan Indien, effectuent des bombardements « ciblés » ; ils ont tué, le 1<sup>er</sup> mai 2008 dans le centre de la Somalie, Aadan Hashi Farax, l'un des chefs des *shabab*, lié, dit-on, à al-Qaïda. Dans cet océan de détresse, le Somaliland, au nord, demeure une île de paix sciemment

oubliee par la communauté internationale. Son voisin de l'est, le Puntland, dont le chef, devenu le président du GNT, est désormais moins tenté par l'indépendance. Les questions posées, il y a 6 mois, restent d'actualité : un nouveau conflit « à l'érythréenne », avec son cortège de désastres, se prépare-t-il dans la Corne ?

## Bibliographie

### Publications

- Djama Marcel, « Trajectoire du pouvoir en pays somali », La Corne dans tous ses États, M. Djama et A. Gascon (dir.), *Cahiers d'Études Africaines*, XXXVII, 146 (1997-2), pp. 403-428
- Fontrier Marc, « L'ethno-fédéralisme. Retour à un état ancien », *Les orientalistes sont des aventuriers*. Guirlande offerte à Joseph Tubiana par ses élèves et ses amis, Textes réunis par A. Rouaud, Saint-Maur, Sépia, 1999 (Bibliothèque Peiresc 12), p. 215-222
- Fontrier Marc, *La chute de la junte militaire éthiopienne (1987-1991)*, Paris, L'Harmattan/Aresæ, 1999 (Bibliothèque Peiresc 13)
- Gascon Alain, *Sur les hautes terres comme au ciel. Identités et territoires en Éthiopie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006
- Gascon Alain, « Éthiopie : la croix contre la croix. Fédéralisme et prosélytisme des Églises penté », *Les Évangéliques à l'assaut du monde, Hérodote*, n° 119, 4e trimestre 2005, pp. 95-109
- Gascon Alain et Djama Marcel (dir.), « La Corne dans tous ses États », *Cahiers d'Études Africaines*, 146, XXXVII (2), 1997
- Gascon Alain, *La Grande Éthiopie, une utopie africaine. Éthiopie ou Oromie, l'intégration des hautes terres du Sud*, Paris, CNRS éditions, (Espaces et milieux), 1995
- Gebru Tareke, *Ethiopia : Power and Protest. Peasant Revolts in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991 (African Studies Series n° 71)
- Gilkes Patrick, « Les élections de 2005 », *L'Éthiopie contemporaine*, Gérard Prunier (dir.), Paris-Addis Abeba, Karthala-CFEE, 2006, pp. 407-415
- Markakis John, *National and Class Conflict in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987 (African Studies Series n° 55)
- Merera Gudina, « Contradictory Interpretations of Ethiopian History : the Need for a New Consensus », *Ethnic Federalism. The Ethiopian Experience in Comparative Perspective*, David Turton (dir.), Oxford-Athens-Addis Ababa, James Currey-Ohio University Press-AA University Press, 2006 (Eastern African Studies), pp. 119-130
- Merera Gudina, *Ethiopia : Competing Ethnic Nationalisms and the Quest for Democracy, 1960-2000*, Addis Ababa, Shaker Publishing, 2003.
- Pérouse de Montclos Marc-Antoine, « Réseaux financiers et hawilad. Le rôle de la diaspora somalienne dans la reconstruction du pays », *Populations réfugiées. De l'exil au retour*, Luc Cambrézy et Véronique Lassailly-Jacob (dir.), Paris, IRD-Centre d'études africaines, 2001, pp. 95-116.
- Spencer John H., *Ethiopia at Bay : a Personal Account of the Haile Sellasie Years*, Algonac, Reference Publications Inc., 1987.

### Conférences, contributions, études

- Gascon Alain et Pérouse de Montclos Marc-Antoine, « L'intervention éthiopienne en Somalie », *Travaux publics, France Culture*, 8 janvier 2007.
- Gascon Alain et Hirsch Bertrand, « Naissance d'une frontière. Un siècle de conflit somalo-éthiopien », Colloque : *La géopolitique des diplomates, des militaires et des professeurs* (Paris 26-27-28

mai 1990), Paul Claval (dir.), 1990, 12 p. et cartes

Tsegaye Girma, *La diaspora éthiopienne et son implication dans les élections législatives de mai 2005 en Éthiopie*, Mémoire de master 1 de géopolitique, Alain Gascon et Frédérick Douzet (dir.), Institut français de géopolitique, Université Paris 8, 2007

### *Transcription*

On a choisi l'orthographe officielle, en caractères latins, pour écrire les toponymes et des patronymes somali. Pour les toponymes et patronymes éthiopiens, on a préféré la transcription des éthiopiennes plus proche de la prononciation locale : *négus* plutôt que *négus*, Haylä Sellasé plutôt que Hailé Selassié... On a rendu les 7 voyelles de l'amharique par « ä » (entre a et e), « u » (ou), « i », « a », « é », « e » (proche du i sans point turc) et « o »